

Lettre ouverte envoyée le 06/12/00 avec A.R. :

A l'attention de : Mr : Louis SCHWEITZER
Président Directeur Général
RENAULT S.A

Monsieur,

Vous avez mobilisé RENAULT autour d'axes forts : l'internationalisation, l'innovation (essence de notre nouvelle identité de marque), la compression des coûts et des plannings de développement, et ce, à qualité constante. Ces objectifs sont bien compris par le personnel, soucieux de la croissance de leur entreprise. Le centre d'essais d'Aubevoye est particulièrement représentatif des difficultés d'application de cette politique « sur le terrain »; cela tient notamment aux missions liées à l'utilisation des prototypes. Parmi les moyens à mettre en œuvre pour relever ces défis, vous affichez la volonté d'une relation renouée de l'entreprise avec son personnel : responsabilisation, reconnaissance du mérite, promotion du travail d'équipe... dont le médiatique " dialogue social " est censé être l'illustration. Constatant un décalage profond et croissant entre le discours officiel et la réalité du terrain, nous croyons nécessaire d'attirer votre attention sur les excès auxquels se trouve actuellement livrée l'entreprise par certaines de ses instances responsables.

Ainsi, à la pression accrue des projets, qui pèse déjà lourd sur le personnel, nous voyons s'ajouter celle d'un système où la Réduction du Temps de Travail sert de prétexte à la mise en place d'une flexibilité à tout va, sans cohérence avec l'instabilité chronique des plannings des prototypes (inhérente à la nature de ces derniers).

La situation est d'abord marquée par un refus conscient du dialogue, particulièrement affirmée par le comportement de la Direction des Ressources Humaines vis à vis des délégués des sites de Guyancourt et d'Aubevoye. Sur le terrain, nous nous heurtons maintenant de manière constante à l'absence de réponses aux questions des salariés (pourtant légitimes) posées à l'occasion des réunions entre la Direction et les délégués du personnel, notamment sur les applications concrètes de l'Aménagement de la Réduction du Temps de Travail.

Ce dernier, en effet, constitue une rupture dans la vie sociale de notre établissement. Signé par des représentants d'instances syndicales « représentatives » au plan national (mais complètement détachés de la base), refusé par les instances du CHSCT et du Comité d'Entreprise, cet accord fait maintenant l'objet d'une mise en place à marche forcée. De l'ouvrier au chef de service, le personnel subit plus ou moins docilement cette situation imposée. Parfois zélé, souvent désabusé, l'encadrement n'hésite maintenant plus à afficher sa méfiance face à une Direction qui lui donne l'impression d'avancer masquée. De fait, les conséquences sur nos vies privées ont été totalement exclues du champs d'application des nouvelles règles, qui ne permettent même plus de préserver la santé du personnel ni de proposer des « conditions de travail motivantes », en particulier en termes « d'organisation et de management ».

A cela, il faut ajouter les entraves internes dont SUD fait en permanence l'objet depuis que la justice a débouté ceux qui n'avaient sa représentativité: régulièrement accusés d'extrémisme, on nous affuble maintenant d'une volonté d'aller à l'encontre des intérêts de l'entreprise. Ce n'est, en aucun cas, le but de SUD. L'objectif résulte simplement en une prise en considération réellement « sociale » du salarié au regard des ambitions internationales de l'entreprise.

L'effraction nocturne du local syndical d'Aubevoye, par la Direction fin 1999, est le premier acte d'une série qui ne semble pas devoir s'arrêter. C'est encore la ségrégation syndicale qui s'exprime lorsqu'on nous interdit l'accès aux mêmes moyens d'expression que ceux mis à disposition des autres organisations (accès à l'Intranet RENAULT en compensation de la réduction de moitié des heures de mandat). Citons, enfin, que même l'emploi de la répression ne nous est pas épargné, les avertissements et les mises à pieds infligés sous les prétextes les plus légers en témoignent. Au nom de quoi peut-on s'abandonner à ces extrémités, dans quelle entreprise à caractère " social " vivons nous ? Aujourd'hui, ces questions, les hommes et les femmes de RENAULT se les posent.

Deuxième organisation syndicale de l'établissement d'Aubevoye/Guyancourt par ses adhérents, SUD continue de croître au delà de toute prévision, tant la réalité vécue par l'ensemble du personnel est à l'opposé du message " socialement positif " propagé tout azimut par la Direction de la Communication, en interne comme dans les médias. Communication d'une réalité virtuelle de l'entreprise, d'une façade de RENAULT sourde et vide de sens pour les salariés, où le stress et son cortège de maux n'ont pas droit de cité. Car il s'agit là d'une réalité, concrète, crue, faite de souffrances, reconnue par la médecine du travail, comme par des médecins de Gaillon / Aubevoye, qui s'en font maintenant l'écho comme une traînée de poudre.... Que penser, sur ce point, de la récente tentative de licenciement d'un médecin du travail de RENAULT, qui avait souligné les conséquences médicalement inquiétantes liées à l' " internationalisation " ? Quant à nous, nous constatons sur Aubevoye des cas de plus en plus nombreux de collègues marqués moralement et physiquement par les conséquences des pressions qu'ils subissent (tensions artérielles, dépressions, arythmies cardio-vasculaires, ulcères, polyasthénies....)

C'est dans cette situation où règne un climat de méfiance et d'inquiétude, que nous seront prochainement imposées les semaines « hautes » (11h40 de présence au poste du Lundi au Vendredi.....) ou « longues » (horaires normaux du Lundi au Samedi...) et leurs conséquences probables sur la santé des salariés (tant physique que morale).

Dans cette optique, nous sollicitons de votre bienveillance un examen de la situation sociale du site l'Aubevoye/Guyancourt, et ce, afin d'éviter l'installation d'une situation contraire à l'esprit dont notre entreprise se prévaut aujourd'hui.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

*Au nom des salariés sympathisants ou adhérents à SUD,
soucieux de développer une réelle prise en considération du " climat social ".*

**La section syndicale SUD RENAULT Guyancourt
Le délégué syndical d'Aubevoye**

*****_=====*****

On ne mendie pas un juste droit, on se bat pour lui !

prenez contact avec nous

par téléphone
par portable
par courrier

01 30 03 22 93
06 08 24 23 15
API : TCR LOG 0 60

par fax
par E.mail
sudrenaultguyaub@freesurf.fr